

NOTES sur GASTON DOUMERGUE ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1913 – 1914.

C'est le 9 décembre 1913 le Président de la République Raymond Poincaré nomme Gaston Doumergue président du Conseil, il le sera jusqu'au 9 juin 1914. Il a cinquante et un an et accède au pouvoir à un moment particulièrement difficile à la veille du grand conflit qui va ébranler l'Europe.

En plus de la direction du gouvernement, **Doumergue va exercer aussi les fonctions de ministre des affaires étrangères** à un moment où la tension internationale s'aggrave. Et on peut affirmer que contrairement à beaucoup des politiques d'alors il a compris que l'on est à la veille du déclenchement d'une guerre qui va embraser l'Europe. Contre l'avis de son propre parti il a défendu et voté la Loi qui porte à 3 ans le service militaire. Comme chef de gouvernement il en accélèrera l'application de services militaire.

Tout le personnel diplomatique est unanime sur les qualités de Doumergue. Dès le départ il consulte, écoute cherche à s'informer et très vite fait preuve de compétences.

Paul Cambon qui avait été secrétaire de Jules Ferry et qui de 1898 à 1920 fut ambassadeur à Londres écrit : « *M. Doumergue que j'ai vu plusieurs fois m'a fait bonne impression. Assurément, il n'a pas les manières de l'ancienne cour, mais il est intelligent et il n'a pas la prétention de traiter sans les connaître les affaires de son département. Il est bien entouré et il écoute les conseils des gens auxquels il reconnaît du jugement. Il a surpris les ambassadeurs étrangers qui, sur la foi de nos journaux, s'attendaient à trouver au quai d'Orsay un vrai grotesque. Il est à cent piques au dessus de certains de ses prédécesseurs* ». (Correspondance t.3 Grasset 1946).

Gros travailleur il s'imprègne des dossiers, s'entoure d'excellents collaborateurs ce qui est la preuve d'un vrai talent de gouvernance. **Poincaré confie dans ses Mémoires** : « *M. Doumergue était un chef de gouvernement très actif et un ministre des affaires étrangères très avisé. Il avait à la fois de la rondeur et de la pénétration, de la bonhomie et de la sagacité* ». Et d'ajouter « *Depuis que j'étais l'hôte de l'Élysée j'étais loin de voir toutes les dépêches ou même tous les télégrammes qui arrivaient au Ministère [...] on m'apportait tous les matins les télégrammes que le Ministère jugeait intéressants et beaucoup plus rarement la copie de quelques dépêches. En dehors de cette brève communication quotidienne je n'étais renseigné que par les conversations du Ministre. Monsieur Doumergue venait très volontiers causer avec moi et il me tenait au courant de tout ce qui représentait un sérieux intérêt [...] je me sentais auprès de lui en parfaite sécurité. Il dirigeait en pleine indépendance la politique étrangère et cette direction était à mes yeux irréprochable* ».

Doumergue avait compris avant la plupart de ses contemporains les intentions belliqueuses de l'Allemagne il s'efforce d'œuvrer pour la paix mais reste lucide. Paléologue évoquant devant lui la possible « *arrière pensée* » de recours à la force de l'Allemagne, Doumergue s'écrie : « *L'arrière pensée ? Mais non ! La pensée de l'Allemagne nous est connue aussi clairement que possible. Rappelez-vous les déclarations de Guillaume II et du général de Moltke au Roi des Belges : « La guerre avec la France est inévitable et nécessaire ... ».* Cela ne vous paraît pas d'une clarté suffisante ? » (Journal 1913 – 1914, Au quai d'Orsay à la veille de la tourmente - Paléologue - Plon 1947).

Le 9 juin 1914, lorsqu'il quitte la présidence du Conseil Clémenceau lui rend un bel hommage en constatant la difficulté à le remplacer et à trouver « *un homme qui s'impose en ce tohu-bohu de fragments de partis par une autorité particulière* ». (B.E. Gueydan – Les Rois de la République – Perrin 1925).

De février à novembre 1934

Albert Lebrun rappelle Gaston Doumergue à la présidence du Conseil après les émeutes de 6 février 1934 qui feront 16 tués et plus de 1600 blessés à Paris. Quand il arrive en gare d'Orsay une foule immense l'accueille et l'acclame. Raymond Poincaré en personne, malade, épuisé – il mourra quelques mois plus tard – est venu l'embrasser. Les deux hommes tombent dans les bras l'un de l'autre. Les deux seuls chefs de l'Etat ayant accepté de redevenir président du Conseil après avoir été présidents de la République pour sortir leur pays d'une grave crise.

Pour bien montrer l'importance qu'il accorde aux affaires étrangères en cette période de forte tension internationale qui préfigure déjà la seconde guerre mondiale ; il choisit d'avoir son bureau de président du Conseil au quai d'Orsay, juste en dessous de celui de Louis Barthou.

Avec ce nouveau gouvernement Doumergue, tout le monde attend un redressement de la France. Notamment en matière de politique étrangère. Edvard Benès l'un des pères fondateurs de la Tchécoslovaquie déclare que la nomination de Doumergue et la composition de son gouvernement auront d'excellents effets sur l'attitude de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Le Roi Zog d'Albanie se réjouit du changement intervenu : « *On va entendre à nouveau la voix de la France* ».

Dans sa thèse universitaire (Gaston Doumergue. Du modèle républicain au sauveur suprême) Jean Rives écrit : « *Dans son livre POLITIQUE ETRANGERE de LA FRANCE. LA DECADENCE, Jean-Baptiste Duroselle intitule un de ses chapitres : « L'ère Barthou » lui attribuant le mérite du redressement de la politique extérieure française au cours de l'année 1934. C'est oublier à notre avis plusieurs choses. D'abord le contrôle attentif que Doumergue exerce sur cette politique. Résidant au quai d'Orsay il entend surveiller de très près un secteur dont il s'est fait une spécialité par le passé. [...] A plus d'un titre il convient mieux de parler comme Jacques Chastenet de « L'intermède Doumergue ».*

Jacques Chastenet, académicien français, historien, journaliste mais aussi diplomate sait de quoi il parle. Il a été secrétaire général de la Haute Commission militaire alliée des territoires rhénans en 1924. En 1929, il devient journaliste et se spécialise dans la politique étrangère. En 1931, il devient co-directeur du journal LE TEMPS avec Émile Mireaux.

Guy Taboulay - notes biographiques Doumergue

Une anecdote montre à quel point Doumergue s'est impliqué dans les affaires extérieures de la France pendant ses neuf mois de présidence du Conseil.

Elle concerne la position prise par la France dans la célèbre note du 17 avril 1934 adressée à la Conférence du désarmement qui se tient à Genève.

A l'origine, « *Deux chefs, deux tendances*, écrit Maurice Vaïsse, d'un côté Barthou et les partisans de la négociation qui estiment qu'une convention permettrait de freiner et de surveiller le réarmement allemand, de l'autre Doumergue, qui ne se fait plus d'illusion sur la sincérité allemande et n'entend en aucun cas désarmer la France. Dans le premier camp André-François Poncet va s'employer activement à convaincre le pouvoir politique d'accepter la négociation. Il se déclare favorable à « *un réarmement limité et contrôlé [...], pour éviter le pire le bon sens ne recommandait-il pas de se résigner au moindre mal ? Ce raisonnement s'imposait à mon esprit de façon si impérieuse que je ne négligeai rien pour y rallier nos dirigeants* ». (Souvenir d'une Ambassade op.cit.). Poncet décide alors d'aller plaider sa cause au Quai d'Orsay auprès du Ministre Barthou. « *Barthou m'écoula avec la plus grande attention et me dit : « Vous avez achevé de me persuader ! Mais le doigt levé et montrant le plafond il ajouta aussitôt : « C'est là haut qu'il faudra dire tout cela ! C'est celui-là qu'il faudra convaincre ! »* (Souvenir d'une Ambassade op.cit.).

Là-haut, au dessus de sa tête se trouvait la pièce dont Gaston Doumergue chef du Gouvernement avait fait son Cabinet de travail.

Poncet va donc tenter de convaincre Doumergue. Ce fut un échec. « *Le président Doumergue [...] était d'un avis contraire, son siège était fait, il ne voulait rien entendre qui risquait de l'ébranler. Je saisis alors toute la signification du geste de Louis Barthou lorsqu'il pointait son doigt vers le plafond* ». (Souvenir d'une Ambassade op.cit.).

Pour Maurice Vaïsse, (historien français des relations internationales et l'un des principaux spécialistes français des questions de politique étrangère et de défense) en 1934 Doumergue représente « *la ligne stricte de la diplomatie française* ». (Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement - 9 décembre 1930 – 17 avril 1934 – Ed. Pédone)

Durant ces 9 mois, de présidence du Conseil - de février à novembre 1934 - Doumergue sera obsédé par le danger allemand, frappé qu'il est de la similitude de la situation internationale avec celle de 1913. Une fois encore il est un des rares hommes politiques à prôner la fermeté. Allant même dans un de ses discours radiodiffusé jusqu'à dénoncer la niaiserie idyllique de ceux qui se contentent de « *bêler la paix* », reprenant la célèbre formule de Clémenceau de 1914.

Déjà en avril 1931, un mois avant la fin de son septennat présidentiel et à la veille de se retirer de la vie politique, dans un discours à Nice, inquiet des tentatives de rapprochement entre l'Allemagne et l'Autriche qui préfigureront l'Anschluss, il déclarait presque sous forme de testament de politique étrangère : « *La France devra veiller, se tenir sur ses gardes. Elle a d'autant plus le droit de penser ainsi qu'elle vient de se trouver subitement en présence d'un évènement brusqué (prémices de L'Anschluss) dont il n'est permis de méconnaître ni l'importance dans le présent, ni les conséquences qu'il serait dangereux d'oublier...* ». La France poursuit-il « *ne doit pas se laisser aller à réduire sa*

propre force matérielle au dessous de ce qu'exigent les besoins de sa sécurité et l'intégrité de son domaine métropolitain et colonial ».

Jean Rives conclu de ce discours : « *Ce qui en disait long sur son désaccord avec la politique étrangère menée durant son septennat...* ». (Du modèle républicain au sauveur suprême - op. cit.)

En 1934, seulement quelques semaines avant d'être rappelé au pouvoir paraissait un livre d'Albert Chatelle (L'effort belge en France pendant la guerre 1914-1918. Ed. Firmin-Didot 1934) comportant une préface de Gaston Doumergue dans laquelle on pouvait lire : « *Ne dirait-on pas que l'Histoire n'apprend rien et que jamais elle recommence. Or voici qu'on s'aperçoit brusquement qu'elle pourrait bien recommencer. Une série de faits vient de se produire en peu de temps dont les plus optimistes ne peuvent s'empêcher d'être émus, car ils ne révèlent pas un esprit de paix bien résolu. [...] Ce n'est ni en Belgique, ni en France qu'on peut assister au spectacle impressionnant de mobilisations énormes de jeunesse militairement entraînées et disciplinées, ni chez elles qu'on entend d'une façon continue des cliquetis d'armes, des appels guerriers, des déclarations et des discours qui sentent la poudre malgré les précautions prises pour en dissimuler l'odeur ... »*